

Zoom sur ...

... la 74^{ème} Assemblée générale des Nations Unies, organisée du 24 au 27 septembre à New-York

Les 193 Etats membres de l'ONU se réunissaient cette semaine à l'occasion de la 74^{ème} Assemblée générale de l'organisation internationale, tenue à son siège à New-York. Parmi les Chefs d'Etat africains ayant fait le déplacement comptaient notamment **les Présidents du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et de la Sierra Leone**, tandis que la Côte d'Ivoire était représentée par son Vice-président. L'Assemblée a été présidée par le diplomate nigérian Tijjani Muhammad-Bande.

❖ **La lutte contre le réchauffement climatique inscrite à l'ordre du jour**

La semaine s'est ouverte dès le 23 septembre, en marge de l'Assemblée, par un **Sommet spécial sur le climat** lors duquel une soixantaine de Chefs d'Etat se sont exprimés. Les Présidents sierra-léonais et guinéen, Julius Maada Bio et Alpha Condé, ont notamment insisté sur **la vulnérabilité singulière de l'Afrique face au réchauffement climatique**. Le récent rapport de la CNUCED sur « [La dépendance aux matières premières et le changement climatique](#) » rappelle en effet que **le réchauffement de la planète est une source de choc importante pour les secteurs des produits de base** qui pose de graves risques sociaux et économiques pour les populations et les pays qui en dépendent. **Avec une part du secteur primaire comprise entre 16% et 46% du PIB selon les pays en 2017** (contre 2,8% pour la France), [l'Afrique de l'Ouest](#) est particulièrement concernée par cette problématique.

Le même jour était organisée la 10^{ème} réunion du conseil d'administration de [l'Initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables](#) (AREI - Africa Renewable Energy Initiative), un projet lancé par l'Union africaine ayant pour objectif d'accélérer l'exploitation à grande échelle du potentiel des énergies renouvelables de l'Afrique, à hauteur de **10 GW électriques d'ici 2020 et d'au moins 300 GW d'ici 2030**. A cette occasion, six nouveaux projets de centrales solaires et éoliennes, **financés par Proparco (AFD)**, ont été approuvés. Ce nouveau financement porte l'engagement total de l'AFD en faveur de cette initiative à 2,2 Mds EUR, pour 52 programmes soutenus par l'agence depuis 2017. Le lendemain, le président de la Banque africaine de développement (BAfD), Akinwumi Adesina, a

également annoncé le déploiement par la BAfD **d'un plan de 500 M USD pour la production d'énergie verte en Afrique** dès 2020 – sans en décrire les modalités. Ce plan s'inscrit dans les efforts engagés par l'institution financière pour **fermer les centrales à charbon sur le continent africain**. Par ailleurs, le nouveau Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), Qu Dongyu – élu en juin dernier – a annoncé [le lancement d'un projet sur les forêts urbaines](#) dont **les activités se déploieront en Asie et au Sahel**.

❖ **La sécurité au Sahel toujours au cœur des débats**

Une réunion de chefs d'Etat sur la situation au Mali et au Sahel s'est également tenue le 25 septembre en marge de l'Assemblée générale, en présence notamment du Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et du Ministre français des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. Les Présidents des pays du G5 Sahel et de la CEDEAO ont renouvelé leur **appel à un soutien politique et financier de la part de la communauté internationale** afin de lutter contre le terrorisme dans la région. En ce sens, ils ont demandé à **placer la force conjointe du G5 Sahel sous le mandat du chapitre VII de la Charte des Nations Unies**, qui pérenniserait son budget. Cette demande, qui se heurte encore au refus des Etats-Unis, intervient moins d'un mois après le Sommet extraordinaire de la CEDEAO organisé à Ouagadougou (Burkina Faso) le 14 septembre 2019 et élargi à la Mauritanie et au Tchad. **La Communauté ouest-africaine s'était dotée à cette occasion d'un plan d'action d'1 Md USD sur la période 2020-2024**, que l'UEMOA s'était engagée à financer de moitié. Les modalités de financement de ce Plan seront entérinées lors du prochain sommet de la Communauté, prévu en décembre à Abuja (Nigéria). La BAfD prévoit déjà d'apporter une contribution de 244 M EUR afin d'aider à la réalisation des projets du Programme d'Investissement Prioritaire (PIP) du G5 Sahel.

Le dirigeant nigérian Mahamadou Issoufou a également plaidé pour **qu'un mandat plus offensif soit attribué à la force de l'ONU au Mali (Minusma) et que l'Union africaine participe activement à la recherche d'une solution politique en Libye**, source de déstabilisation de la région.

ACTUALITE REGIONALE

Publication du rapport de recommandations « Carnets de santé en Afrique » du Conseil Présidentiel pour l'Afrique

Le Conseil Présidentiel pour l'Afrique et Action Santé Mondiale ont rendu public [leur rapport de recommandations sur la politique française concernant la santé en Afrique](#) et l'ont remis au Président Emmanuel Macron. Ce rapport présente les initiatives africaines en matière de santé et les bonnes pratiques pour un meilleur accès aux services de santé. Selon ce rapport, l'amélioration de la santé depuis 10 ans a permis une augmentation de +25% de la croissance économique des pays à revenu faible et intermédiaire. La France est un des acteurs les plus engagés pour la santé en Afrique : 5,3 Mds EUR de dons ont été versés depuis 2002. Pour rappel, le Conseil présidentiel pour l'Afrique a été créé en 2017 par le Président Emmanuel Macron, dans le but de renouveler les relations entre l'Afrique et la France.

Les producteurs ACP de bananes lancent « l'Appel d'Abidjan » pour protéger la filière

Trois associations de producteurs de bananes implantées dans des pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) – dont *Afruibana*, établie en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Ghana – ont organisé à Abidjan le 20 septembre 2019 [un événement intitulé « Appel d'Abidjan »](#), dans l'objectif de sensibiliser les pouvoirs publics européens sur le poids économique et social du secteur dans les pays ACP et les risques pesant sur la filière face à la concurrence des bananes latino-américaines. Les industriels ont appelé l'UE à i) confirmer son engagement à ne pas baisser les tarifs douaniers appliqués aux « bananes dollar » en-dessous de 75 EUR par tonne ; ii) mettre en place un nouveau mécanisme de stabilisation en 2020 ; iii) déployer un programme d'accompagnement de la filière appuyant l'investissement privé en vue de développer les capacités locales de production. Présent à l'événement, l'Ambassadeur européen en Côte d'Ivoire, Jobst von Kirchmann, a confirmé le maintien des tarifs douaniers appliqués aux bananes latino-américaines à son niveau actuel. En revanche, le mécanisme de stabilisation qui arrive à échéance en décembre 2019, ne sera pas reconduit.

BENIN

Adoption du projet de budget de l'Etat à 3 Mds EUR pour l'exercice 2020

[Le Conseil des ministres du 25 septembre 2019](#) a adopté [le projet de loi de finances 2020](#) fixant le montant total du budget à 1986,9 Mds FCFA (3 Mds EUR), en hausse de +5,8% par rapport à l'exercice 2019 mais avec un déficit en baisse de l'ordre de -1,8% du PIB. Le cadrage macroéconomique table sur une croissance de l'économie de +7,6% en 2020. La loi de finances sera transmise aux députés, qui l'étudieront en session budgétaire à partir du mois prochain.

BURKINA FASO

Adoption du projet de budget de l'Etat à 3,9 Mds EUR pour l'exercice 2020

[Le Conseil des ministres du 6 septembre 2019](#) a adopté le projet de budget de l'Etat pour l'exercice 2020 qui a été transmis à l'Assemblée nationale pour adoption. Le projet de budget se chiffre à 2 267,3 Mds FCFA (3,4 Mds EUR) en prévision de recettes et 2 552,4 Mds FCFA (3,9 Mds EUR) en prévisions de dépenses, soit un déficit budgétaire global de -285,1 Mds FCFA (434,7 M EUR) correspondant à -3% du PIB nominal, conformément au critère de convergence commun de l'UEMOA et de la CEDEAO. Les prévisions de recettes et des dépenses pour l'année en cours ont également été rehaussées à travers l'adoption d'une loi de finances rectificative du budget 2019. Les prévisions de recettes passent ainsi de 1 954,6 Mds FCFA (2,9 Mds EUR) dans la loi de finances initiale 2019 à 2 101 Mds FCFA (3,2 Mds EUR) dans le projet de loi de finances rectificative 2019, soit une hausse de +7,4%. Les dépenses, quant à elles, passent de 2 304,3 Mds FCFA (3,5 Mds EUR) à 2 359, 7 Mds FCFA (3,6 Mds EUR) soit une hausse de +2,4%.

Prêt de 200 M USD de la Banque mondiale au profit de l'agriculture

Le ministre de l'Economie, des finances et du développement, Lassané Kaboré, et la directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Burkina Faso, Soukeyna Kane, ont procédé, le 24 septembre 2019 à Ouagadougou, à la signature d'un accord de financement du projet de résilience et de compétitivité agricole (PReCA) – [déjà approuvé le 30 août dernier](#) – pour un montant de 200 M USD (environ 115,3 Mds FCFA) sur les 262 M USD que coûte le projet. Il permettra l'aménagement de 5 497 ha de périmètre agricole, la construction de 14 comptoirs d'achat et 90 magasins, le financement de 2 445 sous-projets centrés sur les initiatives privées, notamment la transformation des produits agricoles, et l'aménagement de 344 km de pistes rurales dans les bassins de production agricole.

Hausse de la production minière en 2018

En 2018, la douzaine de sociétés minières industrielles en exploitation au Burkina Faso a produit 52,7 tonnes d'or contre 45,6 tonnes d'or en 2017, selon les déclarations du Premier Ministre Christophe Joseph Marie Dabiré prononcées en ouverture de la [Semaine des activités minières d'Afrique de l'ouest](#) (SAMAO), qui se tient à Ouagadougou du 26 au 28 septembre. L'ambition du gouvernement est de franchir la barre symbolique des 60 tonnes en 2019, avec l'entrée en production des mines de Niankorodougou, exploitée par le groupe canadien Teranga Gold, et de Bouéré Dohoun de la compagnie Endeavour Mining (basée en pratique au Canada mais immatriculée aux Îles Caïmans). La construction des mines de Sanbrado et de Bomboré devrait s'achever prochainement et permettre leur entrée en production en 2020. Outre l'or, le Burkina Faso a produit 165 000 tonnes de zinc en 2018, soit une hausse de 0,5% par rapport à 2017. Le secteur a contribué, en 2018, à hauteur de 266 Mds FCFA (405,6 MEUR) aux recettes budgétaires, contre 226 Mds FCFA en 2017. L'exportation des produits miniers a rapporté 1 540 Mds FCFA (2,4 Mds EUR). Le secteur a contribué à 11,4% à la formation du Produit intérieur brut (PIB).

CAP-VERT

Nouveau forum d'investissement du Cap-Vert à Boston

Une nouvelle édition du [Forum d'investissement pour le Cap-Vert](#) se tiendra à Boston les 30 septembre et 1er octobre prochains. Plus de 300 participants sont attendus, parmi lesquels des investisseurs, des chefs d'entreprise et des membres du gouvernement cap-verdien. En juillet dernier, à l'issue du précédent Forum d'investissement du Cap-Vert, le ministre des Finances a annoncé que le pays avait mobilisé 1,5 Md EUR en projets et intentions d'investissement privé dans les secteurs de la santé, du tourisme, du transport maritime et aérien, des télécommunications et de la formation professionnelle.

COTE D'IVOIRE

Nomination des 15 membres de la Commission centrale de la CEI

[Le Conseil des ministres du 25 septembre a donné son accord sur la nomination des 15 membres de la Commission centrale de la Commission électorale indépendante \(CEI\)](#), répartis comme suit : (i) un représentant du président de la République, (ii) un représentant du ministre de l'Intérieur et de la sécurité, (iii) six représentants de la société civile, (iv) un représentant du Conseil supérieur de la magistrature, (v) trois représentants du pouvoir et enfin, (vi) trois représentants des partis de l'opposition. Youssouf Bakayoko, le Président de la précédente commission qui avait arbitré l'élection controversée de 2010-2011, n'a pas été reconduit. Parmi les trois sièges réservés aux partis d'opposition, aucun membre du principal parti d'opposition, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), ne figure dans le quota de la Commission - celui-ci refusant de reconnaître l'autorité de l'organe. Pour rappel, les prochaines élections ivoiriennes auront lieu en octobre 2020.

Situation des opérations de passation des marchés publics au second trimestre 2019

[Les opérations de passation de marché à fin juin 2019 s'établissent à 1 726 marchés approuvés, contre 1 592 à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 8,4%](#). En revanche, leur montant s'élève à 553,6

Mds FCFA (844 M EUR) contre 638,6 Mds FCFA (973,5 M EUR) en 2018, soit une baisse de 13,3%. 25,1% des marchés approuvés à fin juin 2019 ont été effectués via des procédures non concurrentielles, contre seulement 12% des marchés approuvés à la même période de 2018. Le délai moyen de passation des marchés a baissé de quatre jours, passant de 105,8 jours à fin juin 2018 à 101,5 jours à fin juin 2019 et la part des marchés attribués aux PME a enregistré une hausse de +16,8%, passant de 14,4% à fin juin 2018 à 31,2% à fin juin 2019 – grâce notamment aux efforts du gouvernement visant à simplifier et à alléger les procédures de participation aux appels d'offres.

Mise en œuvre du schéma directeur de la réforme des finances publiques 2018-2020 : bilan de 2018 et perspectives

[Selon le communiqué du Conseil des ministres du 25 septembre 2019, à fin 2018, l'axe prioritaire « fiscalité et gestion des recettes de l'Etat »](#), l'un des 8 principaux axes constituant le plan d'action du schéma directeur de la réforme des finances publiques du pays, a enregistré un taux d'exécution de 69,7%, porté notamment par la digitalisation des procédures de déclaration et de paiements des impôts. Quant aux axes liés à la « gestion des finances publiques des collectivités territoriales » et à la « passation des marchés publics », le Conseil souligne un taux moyen d'exécution relativement faible, de l'ordre de 30%. Concernant le plan d'action 2019-2020, le Conseil évoque 66 actions, déclinées en 213 activités, notamment en faveur du basculement au budget-programmes (prévu pour 2020) et du renforcement des capacités des ministères techniques à l'utilisation du nouveau système d'information budgétaire.

La Côte d'Ivoire adhère au programme pour le renforcement des capacités des cadres du secteur public de la Banque mondiale

Le vice-président de la Banque mondiale, Ousmane Diagana, en déplacement à Abidjan, a annoncé le 24 septembre 2019 [l'adhésion officielle de la Côte d'Ivoire au programme pour le renforcement des capacités des cadres du secteur public](#) (DFSP) mis en œuvre par l'institution internationale. Ce programme donne la possibilité aux jeunes cadres des administrations nationales de rejoindre le groupe de la Banque mondiale pour une durée de deux ans afin de se former sur des compétences techniques préalablement identifiées, avant de regagner le service public de leur pays d'origine. En signant un protocole d'entente, la Côte d'Ivoire devient ainsi le premier pays africain à bénéficier du programme. Cette adhésion s'inscrit dans le processus de modernisation de l'administration publique entrepris par le gouvernement ivoirien et [annoncé le même jour par le ministre de la Fonction publique](#), Issa Coulibaly. Parmi les priorités identifiées par le gouvernement figurent la déconcentration des services, la construction, la réhabilitation et l'équipement de bâtiments administratifs, ainsi que la digitalisation des procédures de gestion des ressources humaines. 3 Mds FCFA (4,6 M EUR) auraient déjà été investis dans la création de 33 Directions régionales réparties sur l'ensemble du territoire national.

Adhésion de la Côte d'Ivoire à la Banque asiatique d'investissement (AIIB)

[La demande de la Côte d'Ivoire d'adhérer à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures \(AIIB – Asian Infrastructure Investment Bank\), déjà approuvée par le Conseil des gouverneurs de l'institution financière le 24 avril dernier](#), a été approuvée par le Conseil des ministres ivoirien du 25 septembre 2019. La Côte d'Ivoire rejoint ainsi d'autres pays du continent comme le Bénin, dont l'adhésion a été approuvée le 13 juillet dernier. Pour rappel, l'AIIB est une banque multilatérale créée en 2013 par la Chine, intervenant dans les pays en développement dans le cadre des investissements portant sur le renforcement des infrastructures de développement et la chaîne de valeur des secteurs productifs. Elle compte une centaine de pays adhérents, dont une douzaine de pays africains.

Le Président ivoirien en quête de fonds en Arabie Saoudite

[Le président de la République, Alassane Ouattara, a profité de son « Oumra » \(le petit pèlerinage\) à la Mecque \(ville sainte du Royaume d'Arabie Saoudite\)](#) pour échanger avec les autorités saoudiennes et les dirigeants du Fonds saoudien de développement (FSD) sur le déblocage des fonds promis par la Banque islamique de développement (BID) à la Côte d'Ivoire – par exemple pour la construction de l'université d'Odienné prévue

en 2020 – et sur la possibilité de faire financer de nouveaux projets par le FSD, dont le plus grand projet du FSD en cours en Côte d'Ivoire est le « plan Marshall » pour Abobo (commune située au nord de la ville d'Abidjan), estimé à 173 Mds FCFA (263,7 M EUR).

880 M EUR dédiés à la Côte d'Ivoire pour la transition agro-écologique régionale

À l'occasion du lancement du [Projet d'appui à la transition agro-écologique en Afrique de l'Ouest](#) (PATAE) porté par la CEDEAO, le Ministre de l'Agriculture et du développement rural Kobenan Adjoumani a annoncé l'allocation de 580 M FCFA (888 M EUR) pour la Côte d'Ivoire. Ce projet va concerner trois régions du pays : le Bélier, les Grands Ponts et la Marahoué. Le PATAE vise à améliorer les performances des exploitations agricoles familiales et permettre l'accroissement des revenus et une meilleure résilience aux changements climatiques, tout en favorisant des processus de préservation et de restauration des écosystèmes cultivés et naturels. Financé par l'Agence Française de Développement à hauteur de 5,9 Mds FCFA (9 M EUR), son déploiement est prévu sur 4 ans.

Entrée en vigueur du nouveau code forestier

[Le nouveau code forestier, adopté en mai 2018](#), a été promulgué par le Président Alassane Ouattara. La nouvelle politique forestière rentre donc en application et vise à renforcer la contribution du secteur forestier au développement durable. Cette politique dont le montant d'investissement est estimé à 616 Mds FCFA (939 MEUR) a pour objectif d'augmenter le couvert forestier, fortement dégradé ces dernières décennies, à 20% du territoire national en 2045 contre 11% aujourd'hui. Les décrets d'application qui rendraient cette politique opérationnelle n'ont pas encore été adoptés.

Lancement du Fonds de Solidarité pour les Projets innovants du service de la coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France en Côte d'Ivoire (PISSCA)

Le ministre ivoirien des Sports et loisirs, Paulin Danho, a assisté le 23 septembre au lancement du PISSCA, [fonds pour le financement de projet d'intégration sociale](#), créé par le service de la coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France. À cette occasion, il a rappelé le souhait du gouvernement de s'inspirer de l'organisation de l'économie du sport en France et d'impliquer davantage les activités sportives dans le renforcement de la cohésion sociale du pays. Cette année, 12 projets dans le secteur « Sport et développement » ont été sélectionnés. Au total, 200 projets bénéficieront d'un financement.

Conclusion d'un accord de financement pour la construction de centres hospitaliers

Le ministre ivoirien de la Santé, Aka Aouélé, et le directeur du groupe britannique NMSI, Peter Marks, ont signé [un accord de financement d'un montant de 214 Mds FCFA \(325,8 M EUR\) pour la construction et l'équipement de 6 centres hospitaliers régionaux](#) dans les villes de Bouaké, Boundiali, Minignan et Katiola et 2 hôpitaux généraux dans les villes de Kouto et Ouangolodougou. Ces investissements s'inscrivent dans le sillage du plan de santé de plus de 1 700 Mds FCFA (2,6 Mds EUR) annoncé par le gouvernement ivoirien en avril dernier, pour la période 2020-2040.

Lancement officiel de travaux d'aménagement routier à Yamoussoukro et Abidjan

[Le président de la République, Alassane Ouattara, a procédé, le 18 septembre dernier, au lancement officiel de la première phase des travaux de réhabilitation et d'aménagement de la voirie de la ville de Yamoussoukro](#), capitale politique du pays. Cette phase, financée entièrement par l'Etat de Côte d'Ivoire à hauteur de 32,4 Mds FCFA (49,4 M EUR), concerne la réhabilitation d'environ 37 km de route bitumée et 4,4 km de route en terre. Les travaux de réhabilitation devraient s'étendre sur 12 mois. Pour rappel, sur les prochaines années, le gouvernement ivoirien prévoit un financement total de 133 Mds FCFA (202,7 M EUR) dans les infrastructures routières de la ville de Yamoussoukro, vitrine politique et touristique du pays. Ce lancement est intervenu quelques jours avant l'adoption par [le Conseil des ministres du 25 septembre 2019](#) du projet de construction de trois nouveaux échangeurs dans la ville d'Abidjan, précisément aux carrefours de l'Ecole de Police, de la Riviera 3 et de la Riviera Palmeraie du Boulevard François Mitterrand. Le montant total de l'investissement est estimé à environ 5 Mds FCFA (7,6 M EUR), selon le porte-parole du gouvernement. Le district d'Abidjan, qui

fait face à une forte croissance de sa population, est en proie à des difficultés de circulation récurrentes telles que le manque de fluidité routière et un risque d'accidents accru.

Lancement de la production de la brasserie Heineken

Le lancement de la production de bière Heineken en Côte d'Ivoire a été officiellement annoncé par Laurent Théodore, directeur général de Brassivoire, lors d'une cérémonie spécialement organisée pour l'occasion le 18 septembre. La Côte d'Ivoire devient le 10^{ème} pays du continent à voir attribuer une licence de production par la marque Heineken à une entreprise implantée sur son territoire.

Visite d'une délégation normande à Abidjan

[Une délégation de 10 entreprises normandes de divers secteurs s'est rendue en mission à Abidjan du 23 au 25 septembre.](#) Ces dernières ont profité de cette mission, organisée par la Team France Export, pour rencontrer des acteurs clés du marché local. Au total, plus de 70 rendez-vous BtoB ont pu être organisés par l'équipe Business France d'Abidjan.

GAMBIE

Impact négatif attendu de la faillite de Thomas Cook sur le secteur touristique en Gambie

[La faillite du tour opérateur Thomas Cook pourrait avoir un impact significatif sur le secteur touristique en Gambie,](#) l'opérateur anglais assurant plus de la moitié du nombre total d'arrivées en Gambie depuis presque trois décennies. En 2018, 209 135 touristes ont visité la Gambie, dont 52 103 Britanniques. Pour cette saison, 40 000 touristes britanniques ont réservé des hôtels. Pour la première fois, en 2018, Thomas Cook avait augmenté la fréquence hebdomadaire de ses vols au départ du Royaume-Uni et des Pays-Bas à 9, ce qui avait considérablement augmenté l'arrivée de touristes par avion en Gambie. Le ministre du Tourisme Hamat Bah a assuré que le gouvernement allait mettre en place un plan stratégique pour inviter d'autres compagnies aériennes à augmenter les vols.

GUINEE

Visite du Président Condé aux Etats-Unis pour attirer les investissements américains

[En prélude à sa participation à l'Assemblée générale de l'ONU, le Président guinéen, Alpha Condé, a entamé une longue visite aux Etats-Unis le 8 septembre dernier,](#) pour promouvoir l'investissement américain en Guinée notamment dans les domaines agricole et minier. Une délégation d'opérateurs privés guinéens a participé au déplacement présidentiel, dont les dirigeants de la startup Tulip Industry (technologie), de la société Soguibec (BTP et télécommunications), de la holding Guicopres (BTP et immobilier) ou encore du groupe Sonoco (moulins). A ce stade, le département américain de l'énergie a annoncé un financement à hauteur de 1 M USD pour la réalisation d'une étude d'impacts pour l'exploration du gaz dans le pays. D'autres annonces de contrats de financement devraient intervenir dans les prochains jours.

GUINEE-BISSAU

Une mission du FMI en Guinée-Bissau pour évaluer l'Etat de la gouvernance dans le pays

[Les services du FMI séjournent depuis quelques jours en Guinée-Bissau et resteront jusqu'à début octobre, selon une annonce du ministre bissau-guinéen des Finances, Geraldo Martins,](#) pour évaluer l'état de la gouvernance dans le pays. La mission aura pour objectif d'évaluer l'état de la gestion des finances publiques (risques budgétaires, transparence dans la gestion des comptes publics...) et des institutions juridiques (loi sur le blanchiment d'argent, état de droit...) du pays, avec une attention particulière sur sa politique de lutte contre la corruption. A l'issue de la mission, l'équipe du Fonds formulera des recommandations afin de définir une stratégie à moyen terme, visant notamment à éventuellement doter le pays d'un programme de soutien financier.

MAURITANIE

La Banque mondiale prévoit d'investir 150 M USD au premier trimestre 2020

[La Banque mondiale a annoncé son intention d'investir 150 M USD au premier trimestre 2020](#), notamment dans le domaine des routes, les secteurs sociaux en Assaba (sud-est du pays) et le développement des villes à fort potentiel de croissance. L'aide budgétaire de la BM à la Mauritanie s'est accrue ces dernières années, passant de 25 à 50 M USD en avril 2019 suite aux réformes économiques et financières entreprises par l'ancien gouvernement.

La Banque centrale met en adjudication 13,7 M EUR en bons de trésor

La Banque centrale de Mauritanie et le trésor mauritanien ont annoncé conjointement, le 23 septembre 2019, [le lancement d'un appel d'offres pour la cession de bons du trésor](#) d'un montant global de 9 Mds FCFA (13,7 M EUR). Ce montant est réparti en trois tranches avec des échéances différentes : la première tranche d'un montant de 360 MMRU (8,7 M EUR) avec une échéance de 4 semaines ; la seconde de 100 M MRU (2,5 MEUR) pour 13 semaines ; et la dernière de 100 M MRU (2,5 M EUR) pour 26 semaines. La date limite de l'adjudication a été fixée au 26 septembre 2019.

NIGER

Remaniement ministériel au Niger

Le président du Niger Mahamadou Issoufou a nommé vendredi Issoufou Katambé ministre de la Défense en remplacement de Kalla Moutari qui occupait ce poste depuis 2016. Membre du parti au pouvoir comme son prédécesseur, Issoufou Katambé était auparavant ministre de l'Hydraulique. Ce poste est désormais confié à Kalla Moutari. En outre, Massoudou Hassoumi, l'ex-ministre des Finances et homme de confiance du chef de l'Etat, limogé en février, a été nommé « ministre d'Etat à la présidence de la République ». Pour mémoire, des élections générales sont prévues en 2020 dont une présidentielle à laquelle l'actuel président a promis de ne pas se représenter au terme de son second et dernier mandat légal.

Adoption du projet de budget de l'Etat à 3,4 Mds EUR pour l'exercice 2020

Le Conseil des ministres du 20 septembre 2019 a adopté le projet de loi portant loi de finances pour l'année budgétaire 2020. [Selon le communiqué publié, le budget général de l'Etat au titre du prochain exercice, a été arrêté, en recettes et en dépenses, à un montant de 2 236,15 Mds CFA \(3,4 Mds EUR\), soit une hausse de 3,65% comparativement au budget 2019](#). L'étude, l'adoption ou l'amendement du budget 2020 seront au cœur des travaux de la deuxième session ordinaire de l'assemblée nationale qui s'ouvre ce 25 septembre 2019. L'étude du budget de l'Etat pour l'exercice 2020 intervient au moment où le gouvernement doit relever des défis liés à la sécurité régionale impliquant de fortes pressions sur les ressources, à la variabilité des cours mondiaux des matières premières et aux aléas climatiques.

Finance islamique : le Niger se dote d'un cadre juridique pour le Waqf

[Le gouvernement nigérien a décidé de fixer les règles relatives au Waqf](#). Le Waqf est défini par le droit islamique comme étant un bien dont la jouissance est donnée soit à un destinataire public (Waqf public) soit à des membres spécifiques de la famille du donateur ou des tiers (Waqf de famille), soit aux deux catégories de bénéficiaires (Waqf mixte) en tant qu'œuvres de bienfaisance. La définition du cadre juridique au Niger va permettre la reconnaissance des principes du Waqf, la protection des biens donnés en Waqf et la préservation des vœux des constituants afin que l'instrument puisse jouer son rôle de levier de développement économique et social et de vecteur de solidarité islamique. L'implémentation d'un tel outil de financement va contribuer d'après le gouvernement, à l'amélioration du bien-être des populations bénéficiaires.

Le périmètre du permis d'exploitation d'uranium « Madaouéla 1 » agrandi

A la demande de la société Goviex Niger holdings, filiale du Canadien Goviex, les limites du permis d'exploitation d'uranium « Madaouéla 1 », situé dans la région d'Agadez, seront modifiées, [selon le](#)

[communiqué officiel publié à l'issu du dernier Conseil des ministres du 20 septembre 2019](#). Le périmètre d'exploitation sera étendu jusqu'au « au gisement Miriam ». Cette décision va permettre à la société d'exploitation d'augmenter les réserves du permis d'exploitation « Madaouéla 1 ». La compagnie minière de Madaouéla « Comima SA », chargée de la réalisation du projet, compte à terme créer 1 000 emplois directs et indirects et installer une centrale hybride solaire et gaz à Arlit pour ses besoins et ceux des populations avoisinantes.

SENEGAL

La croissance économique sénégalaise va passer à 7% en 2020-21, selon le FMI

[Selon le chef de la mission du Fonds monétaire international \(FMI\)](#), Corinne Deléchat, la croissance économique du Sénégal devrait passer de 6% en 2019 à 7% en 2020-2021. Elle annonce également que le gouvernement du Sénégal et le FMI ont conclu un accord de principe au titre de l'instrument de coordination des politiques économiques (ICPE) pour une durée de trois ans. Un programme, sans décaissement de la part du FMI, qui devrait permettre un renforcement de la stabilité macroéconomique par le maintien de la viabilité des finances publiques et la gestion prudente de la dette de l'Etat du Sénégal.

PLASEPRI, plus de 580 PME ont bénéficié de 11,5 M EUR

Selon la ministre de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire, plus de 580 petites et moyennes entreprises (PME) des régions de Dakar, Thiès et Saint-Louis, ont bénéficié d'un financement d'environ 11,5 M EUR de la plateforme d'appui au secteur privé et de valorisation de la diaspora sénégalaise en Italie (PLASEPRI), fruit de la coopération entre le Sénégal et l'Italie. L'objectif de [PLASERPI](#) est de soutenir la création et le renforcement des PME, en favorisant également l'investissement au Sénégal des compatriotes de la diaspora. Pour rappel, le total des transferts de fonds réalisés par la diaspora sénégalaise en 2018 ont atteint 2213 M USD.

Projet d'électrification de 300 localités par des mini-réseaux photovoltaïques, 37 villages de Kaolack ciblés

Selon le directeur général de l'Agence sénégalaise d'électrification rurale ([ASER](#)), 37 villages de la région de Kaolack seront éclairés, d'ici décembre 2019. Ces villages sont tributaires au programme national d'électrification des 300 villages du Sénégal en mini-réseaux photovoltaïques, dont le coût global d'investissement est de 120 MEUR, injecté par la filiale de la banque allemande KfW IPEX-Bank.

Kosmos Energy annonce une nouvelle découverte de gaz au Sénégal

La compagnie américaine Kosmos Energy a annoncé [la découverte d'une importante colonne de 30 m de gaz](#) naturel dans le puits Yakaar-2 situé dans le bloc Cayar en Offshore Profond. Les premiers résultats d'après forage révèlent une qualité jugée bonne et similaire à celui du puits d'exploration Yakaar-1 situé à 9 km. Avec cette nouvelle découverte, Kosmos envisagerait déjà une deuxième usine de liquéfaction de gaz naturel, après le FLNG Gimi qui va traiter la production de la région du GTA. Le développement de Yakaar pourrait démarrer entre 2022 et 2023 pour un niveau de production de 2,5 Mtpa. La production serait destinée aux marchés internationaux et locaux.

SIERRA LEONE

Les services du FMI concluent leur visite en Sierra Leone

[Les services de l'institution internationale, qui se sont rendus en Sierra Leone du 18 au 24 septembre 2019, ont conclu leur visite](#) en indiquant que les performances économiques enregistrées par le pays lors des six premiers mois de l'année étaient conformes aux projections établies dans le cadre de la [première revue du programme de facilité élargie de crédit \(FEC\)](#), publiée en juin dernier, et qui tablaient sur une croissance de 5,1% en 2019 (contre 3,5% en 2018). Les évolutions budgétaires et les crédits accordés au gouvernement semblent notamment avoir été conformes à l'objectif fixé, grâce à un recouvrement solide des recettes et à

la maîtrise des dépenses. Les réserves de change ont également augmenté de façon satisfaisante pour atteindre près de 517 M USD à la fin juin 2019 (soit environ 3 mois et demi d'importations). Les discussions de cette visite ont aussi porté la finalisation un plan d'apurement des arriérés compatible avec le maintien de la viabilité de la dette. Cette visite préparatoire contribuera à l'élaboration de la deuxième revue prévue dans le cadre du programme FEC pour la fin de l'année.

Accord d'un prêt d'1,5 M USD pour l'institut de microfinance ATCB

Le fonds néerlandais pour le financement du développement (FMO) va accorder à l'institution de microfinance « A Call to Business Savings and Loan » [un prêt d'environ 900 M FCFA \(1,3 M EUR\)](#). Le montant est fourni par le Massif Fund, fonds d'investissement géré par le FMO pour le compte du gouvernement néerlandais. Cette ligne de crédit est remboursable sur trois ans et est destinée au financement de PME sierra léonaises.

SL Mining (Gerald Group) suspend ses activités en Sierra Leone

SL Mining, une filiale du négociant de matières premières américain Gerald Group, [suspend ses activités d'extraction de minerai de fer en Sierra Leone](#) en raison d'un différend avec le gouvernement au sujet du paiement de redevances, que la compagnie américaine n'aurait pas versées selon les autorités sierra-léonaises. En conséquence, celles-ci avaient interdit en juillet dernier l'exportation de produits en provenance de la mine Marampa, exploitée par SL Mining – qui nie les faits et avait déposé en août une demande d'arbitrage devant un tribunal international. Cette suspension prendra effet dès la semaine prochaine. Près de 1 000 employés seront mis en congé. Ces événements font suite au vaste processus de révision de la conformité des entreprises minières aux normes locales, entrepris par le Sierra Leone depuis le début de l'année avec la publication d'un avant-projet du nouveau code minier en janvier 2019. Début août, le gouvernement avait même annulé et suspendu les licences de plusieurs grands projets miniers, pénalisant principalement le groupe chinois Shandong Iron and Steel. Pour rappel, le secteur minier a représenté près de la moitié des exportations du pays en 2018 selon la CNUCED.

TOGO

Loi de finance rectificative en discussion au Parlement

[Le gouvernement a transmis au Parlement un projet de loi rectificative](#) conformément aux engagements pris lors de la 5^{ème} mission de revue du programme conclu avec le FMI. Le déficit budgétaire 2019 enregistrera une hausse de 0,2 points de PIB pour tenir compte des dépenses de préparation des élections présidentielles prévues au 1^{er} trimestre de 2020, à hauteur de 7 Mds FCFA. A titre de rattrapage, la loi de finances pour l'exercice 2020 verra son déficit réduit au regard des objectifs initiaux (1,9 point de PIB au lieu des 2,1 projetés). L'approbation du Parlement est attendue dans le courant du mois d'octobre.

Projet d'atelier de maintenance aéronautique par la compagnie régionale Asky

La compagnie régionale Asky liée à Ethiopian airlines, qui détient environ 30% de son capital, a prévu de se doter d'un atelier de maintenance sur le site de l'aéroport de Lomé pour les Boeings B737 et B787, les Airbus A320, 330, 350 et les Bombardiers turbo propulsés. Elle procédera dans les prochaines semaines à une consultation restreinte auprès des entreprises qui auront manifesté un intérêt et disposeront des références requises.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dette publique (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)²</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque